Mission en Palestine

en vue d'un jumelage

avec la ville de Cherbourg

MISSION EN PALESTINE
Du 8 au 16 AVRIL 2013

Délégation du Comité

France Palestine Nord Cotentin

Jean-Louis FURON 22 village de l'Europe

50110 TOURLAVILLE

Pierre NIOBEY 36 avenue de Bremerhaven

50100. CHERBOURG OCTEVILLE

PREAMBULE

La Mission en Palestine en vue d'un jumelage avec une entité palestinienne s'est déroulée du 8 au 16 avril 2013, soit une durée de dix jours. Lorsque le Comité Afps Nord-Cotentin a commencé à réfléchir avec Mr Jean-Claude Magalahés, adjoint chargé des relations Internationales à la ville de Cherbourg-Octeville, à cette mission, nous étions partis sur une durée d'une semaine. De retour de cette mission, nous pensons que cela aurait été une erreur de ne demeurer que trois ou quatre jours sur place, car il n'est pas possible d'envisager un jumelage sans, en même temps, chercher à comprendre la société palestinienne ainsi que son environnement social, politique et économique. Le cœur de notre mission a, bien évidemment, consisté en contacts et rencontres avec le village d'Al Aqaba et le camp de réfugiés d'Aïda, mais cela nous a incités également à nous rendre à Naplouse et Ramallah, qui sont, avec Hébron, les trois plus grandes villes palestiniennes.

Nous avons également cherché à comprendre la société israélienne, à partir de Jérusalem-Ouest, en nous rendant notamment à YAD VASHEM, immense centre dédié à la mémoire des 6 millions de Juifs tués par les nazis et des Justes qui les aidèrent à leur échapper. Cette durée de dix jours, dont huit jours sur place, nous apparaît comme le temps minimum nécessaire pour mener cette mission. La connaissance antérieure que nous avions de la Palestine nous a facilité la tâche pour la mener à bien dans ce laps de temps.

Notre compte-rendu comprendra trois parties : la situation aujourd'hui, le village d'Al Aqaba, le camp de réfugiés d'Aïda, et deux annexes.

I. La CISJORDANIE AUJOURD'HUI.

Nous ne pouvons pas parler de Gaza, puisque nous n'y sommes pas allés. Nous ne parlerons donc modestement que de ce que nous avons vu et entendu en Cisjordanie, et de ce que nous croyons percevoir des enjeux qui traversent le peuple palestinien.

1. **Une vie dégradée au quotidien**. C'est ce qui nous frappe en premier. Un laisser-aller général qui se manifeste par les détritus qui jonchent les trottoirs, les ordures ménagères éparpillées et irrégulièrement ramassées, des maisons ou immeubles en construction (ou anciennes) qui semblent abandonnées, beaucoup d'hommes et de femmes qui vivent de petits boulots et de troc, des rues et routes non entretenues, des enfants qui trainent les rues en absence de scolarisation, de magnifiques immeubles neufs au milieu de terrains non viabilisés. Il nous semble que, depuis notre séjour, il y a trois ans et demi, la qualité de vie du peuple palestinien s'est beaucoup dégradée et que celui-ci s'est appauvri. Selon un rapport de l'Association pour les droits civils en Israël, 78% des 360 000 palestiniens de Jérusalem vivent sous le seuil de pauvreté, soit 10% de plus qu'en 2006. Chez les enfants, le taux monte à 84%.

En franchissant les barrières mises en place par les Israéliens pour se rendre du côté Palestinien, on découvre rapidement une situation qui s'apparente, sur bien des aspects, à celle du Tiers- Monde.

2. **La crise économique**. La Palestine connaît une crise économique sans précédent. La croissance n'est que de 6,1% en 2012, alors qu'elle était de 11% en 2010 et 2011. Depuis 2009, les prix à la consommation ont augmenté de 13 %, principalement en raison de la hausse des prix du fioul et des denrées alimentaires. Dans le même temps, le salaire

horaire n'a progressé que de 1,5%. Et ces derniers mois, la hausse des prix des biens de consommation courante s'est emballée : la farine coûte aujourd'hui 10% de plus qu'au mois de juin 2012, le diesel 8% de plus, et le gaz ainsi que l'essence, 13% de plus.

3. **Une économie dépendante**. L'économie palestinienne tourne au ralenti car elle est dépendante à la fois des aides internationales et des restrictions de circulation qu'impose le Gouvernement Israélien qui empêchent un développement durable. La zone C, située essentiellement dans la vallée du Jourdain, qui représente 62% du territoire et qui est l'espace le plus riche en ressources, est sous le contrôle total de l'Etat israélien. Les restrictions de circulation augmentent le chômage (22% dans les Territoires palestiniens) et réduisent à néant les perspectives de développement et d'exportation à long terme. La part des exportations de 7% en 2011 (contre près de 10% en 1996) est une des plus basses du monde. Et 86% de ces exportations sont absorbées par Israël, le reste à destination d'un très petit nombre de pays (Jordanie, Arabie saoudite, Emirats arabes, Etats-Unis)

Dans le même temps, l'aide internationale a considérablement diminué. D'abord, celle de la Banque mondiale qui conditionne ses aides, comme partout, à la diminution des déficits (1,7 milliard de dollars en 2012) et à la maîtrise des dépenses publiques. En fin 2012, il manquait 1,1 milliard de dollars pour assurer la continuité des services publics (salaires des fonctionnaires) et payer les factures aux entreprises privées. Les banques locales sont le relais de la Banque mondiale pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'immobilier. Les villes de Naplouse, Hébron et Ramallah voient pousser partout des immeubles flambants neufs qui permettent aux investisseurs de vivre d'un marché juteux. Mais, à Ramallah, on nous disait que 30% de ces immeubles sont vides, car les loyers sont inaccessibles à la population.

4. Quel avenir ?

C'est la question que nous nous sommes posée. Au plan

économique, l'entrave permanente à la liberté de circulation condamne la Cisjordanie à une économie dépendante sans véritable perspective de développement.

Véritables mesures de rétorsion depuis la reconnaissance de l'Etat palestinien à l 'ONU, la diminution des aides internationales, en particulier des Etats-Unis et des Pays Arabes riches, et la rétention par Israël du reversement de certains droits de douanes entraînent dangereusement les Territoires palestiniens dans la spirale de la pauvreté et de la misère. L'intérêt d'Israël et de la communauté internationale ne devrait normalement pas être de favoriser l'embrasement. Jusqu'où iront-ils dans leur stratégie d'affaiblissement de l'économie palestinienne ?

Au plan politique, la reconnaissance de l'Etat palestinien à l'ONU saluée comme une grande victoire chez nous est diversement appréciée en Palestine. Beaucoup estiment qu'il s'agit d'une coquille vide qui se traduit concrètement par des conditions de vie plus difficiles (restrictions des aides internationales, développement de la colonisation…). Quel rôle joue l'Autorité palestinienne ? Quelle est sa réelle marge de manœuvre ? Se situe-t-elle trop dans une démarche de collaboration ? Où en est la résistance du peuple palestinien ? Beaucoup de questions se posent.

Le sentiment que nous avons est que beaucoup de palestiniens semblent moins enthousiastes et être en recherche dans une situation très complexe. Ils essayent de vivre tant bien que mal dans les conditions qui leur sont imposées. Le sentiment d'assurance est plus visible du côté israélien que du côté palestinien. On nous disait à Ramallah qu'environ 10% de la population demeure sur des bases de résistance et de combat pour le droit à leur terre. L'Autorité palestinienne et plus largement la Palestine semblent être le jouet de stratégies géopolitiques plus larges au Moyen-Orient. La question de l'Iran est majeure pour la stabilité au Moyen-Orient telle que la voient les Etats-Unis et Israël, et il est probable qu'il n'y ait pas de solution à la « question » palestinienne en-dehors de l'environnement régional et de la pression internationale.

5. La solidarité internationale

Ce que nous avons constaté, c'est que la solidarité internationale demeure bien vivante (ONG, associations, villes, organisations religieuses, …) . A Al Aqaba, par exemple, petit village perdu dans les territoires, nous avons recensé la présence de plusieurs organisations : les enseignants anglais ont financé la « Guest House », le Gouvernement australien a financé la construction de la coopérative rurale des femmes, celui du Japon a financé la production et la commercialisation du thé, le peuple norvégien a apporté son soutien au développement de l'économie rurale, le consulat britannique général de Jérusalem a financé la construction de la clinique, l'adduction d'eau a bénéficié des aides du peuple norvégien, et l'ambassade du Japon a fourni des fonds pour un réservoir d'eau. Dans un projet commun, l'ambassade du Japon, l'ambassade de Belgique et l'ambassade de Norvège ont permis d'ajouter un deuxième étage à l'école maternelle, etc…

La solidarité internationale ne semble pas faiblir. Elle permet, là où elle se déploie, d'améliorer la vie au quotidien et de redonner espoir dans des conditions où beaucoup de perspectives semblent bouchées. Mais surtout, outre l''aide financière, le peuple palestinien a, avant tout, besoin d'une présence internationale à ses côtés, de la solidarité internationale et d'appui dans les conditions de vie difficiles qui lui sont aujourd'hui imposées. C'est ce que nous diront le Maire d'Al Aqaba et les membres du comité populaire du camp d'Aïda.

Cependant, la présence française nous est apparue comme très faible de manière générale, voire inexistante dans bien des endroits.

Le jumelage entre la ville de Cherbourg et une entité palestinienne répond modestement à ces besoins.

II. LE VILLAGE D'AL AQABA

Le village d'Al Aqaba se situe dans le nord de la Cisjordanie, au nord-ouest de Tubas, dans la vallée du Jourdain. Nous y allons à bord d'un taxi aux plaques d'immatriculation jaunes israéliennes. Notre chauffeur, Nabil – Arabe de nationalité israëlienne - nous servira également de guide, de « facilitateur », de par sa pratique de l'Arabe, et expliquera les raisons de notre présence. Pour y arriver, la route est bonne jusqu'à Naplouse. Nous traversons des zones fertiles et cultivées. Mais ensuite, les routes sont cabossées et non entretenues, comme tout le réseau de routes secondaires en Cisjordanie. Notre chauffeur, nous explique que l'argent existe, mais c'est l'Autorité palestinienne qui le « mange ». Nous allons directement dans le bureau du Maire qui est paralysé jusqu'à la taille et, de ce fait, se déplace en fauteuil roulant. Il nous explique immédiatement qu'il a reçu trois balles des soldats israéliens à l'âge de 16 ans, qui le condamnent à cette situation.

Le village est situé en zone C, comme 62% des territoires occupés, c'est-à-dire, sous contrôle total israélien et est au centre d'un triangle formé par trois installations militaires israéliennes dont un village inhabité servant à l'entrainement des soldats israéliens chargés d'effectuer des incursions en territoire palestinien. Le Maire, Monsieur Sami Sadik, nous explique qu'en avril dernier, les soldats israéliens sont venus détruire les deux routes qui reliaient Al Aqaba aux villages voisins, et qu'eux-mêmes avaient construites : « la route de la paix » et « la route du déplacement ». C'est la troisième fois que la route de la paix est détruite avec des bulldozers israéliens. Ces deux routes sont vitales car elles permettent d'acheminer les produits agricoles pour le marché (80% de ses habitants tirent leurs revenus du travail agricole). Ce village a compté jusqu'à 2000 habitants en 1967. Ils n'en reste que 300 car de nombreuses maisons ont été rasées par l'armée et beaucoup ont dû quitter le village, en quête de sécurité et de meilleures conditions de vie, allant même jusqu'à se réfugier dans des grottes situées dans les collines environnantes. Le camp d'entraînement qui, un moment, occupait le village, s'est retiré un peu plus loin, mais c'est pour mieux rebondir,

puisque l'Etat d'Israël demande la démolition de la plupart des bâtiments du village, estimant qu'ils n'ont pas eu de permis de construire conformes. Une course contre la montre est engagée par le Maire et la population pour mobiliser les ONG internationales et mener des actions en justice pour faire annuler les projets de démolition. En fait, le but de ses exactions violentes israéliennes, aux formes multiples, est de terroriser la population pour lui voler ses terres situées dans une zone fertile convoitée.

Dans le village, nous avons été accompagnés par le Maire, ainsi que par deux bénévoles internationaux : Un volontaire américain qui a l'intention de s'installer dans le village et un étudiant estonien qui est là pour plusieurs mois.

La vie du village

L'économie locale au village dépend de l'agriculture. 80% de ses habitants tirent leurs revenus du travail agricole. Le taux de chômage est très élevé, vu les restrictions qui sont imposées aux habitants. Le bâtiment central du village est composé d'un bâtiment avec étage comportant : une grande pièce pour la mairie, une salle d'activités pour les enfants, une bibliothèque équipée de quelques ordinateurs, une grande pièce pour broyer et conditionner manuellement le thé en sachets et cartons et le destiner à la vente (5 personnes y travaillent), un jardin d'enfants, une salle pour les femmes. Juste à côté, se trouve un « guest house » géré par un volontaire international, avec un petit jardin et quelques volailles.

Un peu plus loin se trouvent une école maternelle et une petite classe pour les élèves du primaire, un centre de loisirs.

De l'autre côté de la rue principale, la mosquée dont le minaret se termine en forme de V (signe de la paix et de la victoire), la fromagerie qui emploie une dizaine de personnes, la clinique (on demande à un médecin de venir quand c'est nécessaire), et un coin « office » en plein air (bancs en pierre en rond autour d'une grande table en pierre) pour que les volontaires internationaux puissent manger. Ces volontaires internationaux sont nombreux et d'origines diverses (Etats-Unis

d'Amérique, Chine, Norvège, Allemagne et Estonie …) Le maire nous a dit attendre avec impatience des Français qui seront les bienvenus.

L'association des femmes gère l'école maternelle et organise des ateliers thématiques sur les droits des femmes et la démocratie.

Les besoins

1. Actuellement, un bâtiment est en construction pour agrandir le jardin d'enfants et le moderniser.

2. Projet de construction de restaurant, à proximité de la fromagerie, pour pouvoir se restaurer.

3. Plusieurs maisons sont en construction, pour des familles qui veulent revenir au village. Projet d'aménagements divers (huisseries, équipement intérieur …) et de les peindre dans des tons pastel.

4. Projet de repeindre les murs d'entrée du village en ton pastel.

5. Agrandissement de l'atelier de conditionnement du thé et achat d'une machine à conditionnement automatique d'un montant estimé à 26 000 $.

LE CAMP DE REFUGIES D'AÏDA

La vie dans le camp

Le camp de réfugiés d'Aïda, est avec ceux de Beit Jibrin et Beit Jala, l'un des trois camps de réfugiés situés à Bethléem, près de Jérusalem, et l'un des 27 camps situés en Palestine. Dans le camp, vivent environ 700 foyers, soit environ 6000 personnes. 66% de la population a moins de 18 ans et 70% est au chômage. Les habitants ont été chassés de leur maison en 1948 (Nakba) et viennent de 41 villages situés dans les régions d'Hébron, Jérusalem et Gaza. Au début, l'ONU a distribué des tentes. Ensuite, il y a eu la construction de refuges (une chambre pour 6 personnes) et progressivement des constructions en dur.

L'activité économique dans le camp est réduite à quelques commerces, des petites entreprises de Bâtiment, 2 restaurants, une vingtaine d'épiceries… Il y aussi un atelier couture géré par le centre culturel Alrowwad, où 29 femmes travaillent. En outre, il existe aussi de petits ateliers de couture indépendants qui travaillent en sous traitance pour des marques israéliennes vendues dans des magasins de TEL AVIV ou de Jésuralem-Ouest. La démotivation, voire le désespoir, gagne la population car le coût de la vie augmente et les perspectives de trouver un emploi sont infimes dans un contexte marqué par l'occupation israélienne inhumaine, qui casse tout espoir de vivre dignement, de se projeter dans l'avenir et dont l'issue ne semble pas évidente. D'ailleurs, en janvier dernier, des jeunes ont été tués par l'armée israélienne à l'occasion d'une de ses incursions et une semaine avant notre arrivée, un autre jeune a reçu une balle en caoutchouc tirée par un soldat israélien, le blessant grièvement à la joue. De plus, quotidiennement, d'une tour intégrée dans le mur dit de sécurité longeant le camp sont envoyées des grenades lacrymogènes contre les jeunes qui manifestent au pied du mur israélien.

Le camp est géré par un Comité populaire qui est élu par la population du camp, mais il n'y a pas eu d'élections depuis 10 ans en vertu d'une décision de l'O.N.U. Nous rencontrons le vice-président, Monsieur Samir ODEN, et le responsable financier, Monsieur Imad AYAD. Ils nous affirment que, pour eux, le projet de jumelage revêt une importance majeure, au vu de la dégradation de la qualité de vie et de la souffrance des palestiniens. Malgré cela, les palestiniens continuent toujours de résister, et ils voient le jumelage comme un soutien à leur résistance.

Le CENTRE CULTUREL ALROWAD

Dans le camp, existe un lieu incontournable : le centre culturel d'Alrowad, créé en 1998 par le Docteur Albelfattah Abu-Srour, lui-même né dans le camp, titulaire d'un doctorat en biologie obtenu dans une université française, et qui a décidé que ce qui s'est imposé à lui, c'est de ne pas fuir, et donc d'arrêter son parcours professionnel pour s'investir dans le camp en créant le centre culturel *« pour demeurer des êtres humains et ouvrir un espoir à la génération à venir… Nous sommes des êtres humains faits pour partager…Nous, on veut remplacer les fusils par des crayons et des pinceaux. On n'a pas le luxe du désespoir. Si on perd l'humanité en nous, on est vaincus… »*

Le Docteur Abdelfattah Abu-Srour que nous rencontrons nous explique en excellent français que la situation est difficile en ce moment et qu'on ne voit pas de perspectives positives à court terme. Les aides de l'ONU ont également diminué, et il a le sentiment que le Centre culturel réalise ce que devrait faire l'ONU. Cela ne l'empêche pas d'agir. Grâce à l'aide et à la mobilisation internationale, une multitude de projets sont conduits par le Centre culturel dans le cadre de partenariats, dans le domaine du théâtre, de la photo, vidéo, couture, animation auprès des jeunes…: Action Solidarité Tiers-Monde a financé les activités pour 40.000 euros. Educ'Aid Italie a permis l'achat du bus « jeunes » pour les enfants. Les amis d'Alrowad à Paris financent 10 à 15 000 euros par an. 4 écoles norvégiennes sont partenaires et versent 50 euros par collégien et par enseignant pour la journée de solidarité avec le peuple palestinien. La ville de Nogent-sur-Oise, jumelée avec le camp, a financé le voyage en

France de jeunes du camp pour un camp de travail et elle collecte des ordinateurs portables. En 2012, le Centre culturel a réalisé 430 activités (théâtre, musique, danse…) en 130 endroits en Cisjordanie.

Au niveau « théâtre », il y a en projet d'adapter « le silence de la mer » de Vercors avec le théâtre de Nîmes. Quelques-uns du camp partiront en France de mai à juillet 2013 pour y travailler.

En 2014, une tournée de théâtre est prévue qui devrait passer par le Festival d'Avignon.

Un couple de bénévoles Bruxellois, que nous avons rencontré, vient également de démarrer un atelier de peinture.

LES BESOINS et les PROJETS

1. **Projet de renouvellement du réseau d'eau vétuste**. Il doit être remplacé car les tuyaux d'adduction sont en fer, et lorsqu'il y a des coupures d'eau, surtout en été, les tuyaux rouillent et polluent l'eau. Il faut les remplacer par des tuyaux en fer galvanisé à l'intérieur et protégé à l'extérieur. C'est une compagnie privée qui a la gestion de la distribution. Ce projet émane strictement du Comité Populaire et est destiné à alimenter 700 foyers en eau potable. Le coût du projet est évalué à 450 000 dollars. différents partenaires ont été sollicités mais aucun n'a répondu pour l'instant.

2. **Projet de jardins sur les toits**. Comme il n'est pas possible de s'étendre en surface pour créer des jardins, à cause de la fermeture par le mur, le projet est de créer des jardins sur les terrasses pour y cultiver des légumes. 15 familles sont retenues. Il faut également une formation préalable.

3. **Projet de construire un atelier pour la fabrication de jeux en bois** : Cela permettra une activité économique créatrice d'emplois et utile pour les activités avec les enfants.

4. **Construction d'un centre de formation professionnelle** : réparations électriques, mécanique, soudure, menuiserie, réparation d'ordinateurs… C'est un grand projet pour permettre le développement des compétences professionnelles et créer des emplois. Il y aura aussi besoin de formateurs.

5. **Création d'un terrain de jeux pour enfants et jeunes** : Le terrain existe. Il se situe au pied du mur. Il est en friche. Le terrain aurait un côté « jeux pour enfants » et un terrain pour la pratique de sports collectifs (foot, volley…).

6. **Besoin de financer des bourses pour envoyer des étudiants** à l'Université.

Sur l'ensemble de ces projets le Comité populaire et le centre Alrowad vont nous communiquer des éléments détaillés et chiffrés.

Monsieur Magalahés n'ayant pu venir en Palestine pour y représenter la Municipalité, le Docteur Albdelfattah Abu-Srour pourrait venir en France, et donc à Cherbourg, entre le 20 mai et le 10 juin pour avoir un contact direct avec la Municipalité et exposer les projets du camp.

Cherbourg, le 18 avril 2013

Jean-Louis Furon et Pierre Niobey.

ANNEXE 1

Déroulement de la mission.

Lundi 8 avril voyage Cherbourg-Paris – Tel Aviv – Jérusalem

Mardi 9 avril : Camp d'Aïda (Bethléem). Rencontre du Directeur de l'association culturelle Alrowad et visite du camp.

Mercredi 10 : Jérusalem . Vieille ville et Jérusalem Est

Jeudi 11 : AL Aqaba. Naplouse

Vendredi 12 : Jérusalem- Ouest

Samedi 13 : Camp d'Aïda. Rencontre du Comité populaire, et participation à un spectacle de théâtre. Visite du camp de Beit Jebrin.

Dimanche 14 : YAD VASHEM à Jésuralem-Ouest.

Lundi 15: Ramallah. Contact association défense de prisonniers.

Mardi 16 avril : Retour Cherbourg